



Montreuil, le 9 février 2011

Reprise des expulsions : refusons l'inacceptable

Le 15 mars, la fin de la trêve hivernale va jeter à la rue des milliers de familles angoissées, sans solution de relogements. Face à la reprise de cette pratique honteuse, la CNL organise sur tout le territoire une semaine d'action du 5 au 12 mars dont le temps fort sera une grande manifestation, le samedi 12 mars, à Paris.

Dans un contexte où le pouvoir d'achat des familles se dégrade sous les coups du chômage, de la précarité, du manque de revalorisation des salaires, des retraites et des aides sociales, toujours plus de ménages « se saignent » pour faire face à la flambée des loyers, des charges, des prix de l'énergie.

En conséquence, le nombre d'impayés explose, tout comme les expulsions qui atteignent un niveau historique avec 107 000 ménages menacés de se retrouver à la rue à la suite d'une décision de justice. Le nombre d'expulsions manu militari a augmenté d'environ 79% au cours de la dernière décennie. Pour la CNL, cela est inacceptable.

Ces chiffres terribles reflètent la politique répressive de l'Etat. D'un côté, le gouvernement accélère les procédures d'expulsion chaque année, en dépit du coût humain, social, économique et en totale incohérence avec la loi DALO. De l'autre côté, il accentue son désengagement financier tant pour la construction sociale que pour les aides à la personne. Tandis que la production de logements véritablement sociaux reste à un niveau très faible, le gouvernement force les bailleurs sociaux à vendre leurs patrimoines. Les orientations politiques et idéologiques du gouvernement sont claires : un soutien sans faille au secteur privé pour lequel il dépense dix fois plus que pour le secteur social. Il abandonne ainsi toutes ses responsabilités de dimension sociale, notamment le logement social.

Face à cette situation, la Confédération Nationale du Logement organise une semaine d'initiatives contre les expulsions du 5 au 12 mars. Le temps fort de cette semaine d'action aura lieu le 12 mars prochain, avec, notamment une grande manifestation à Paris.

La CNL appelle ses militants, ses organisations, les usagers du logement et plus largement les citoyens à participer activement aux manifestations prévues pour résister à la machine à expulser du gouvernement et s'opposer à sa politique désastreuse du logement.

La CNL demande :

- La mise en œuvre d'un Service public national et décentralisé du logement et de l'habitat.
- Le gel des loyers dans tous les secteurs locatifs.
- La revalorisation de 25 % des aides personnelles et la prise en compte dans le calcul de la totalité du coût des charges locatives.
- La construction annuelle de 180 000 logements locatifs véritablement sociaux.
- L'arrêt de toutes les saisies, expulsions, coupures d'eau, de gaz et d'électricité.
- La garantie et l'amélioration du statut d'occupation des locataires.
- Un véritable service public de l'Energie.

Contact presse : Stéphanie SOTISON - Tél. 01 48 57 95 78 – stephanie.sotison@lacnl.com

A propos de la Confédération Nationale du Logement (CNL)

Première organisation nationale d'habitants avec 80 000 familles adhérentes et 800 représentants élus dans les Conseils d'administrations des organismes HLM et EPL, sa mission principale consiste à défendre l'intérêt des locataires et des accédants à la propriété. Elle milite pour un droit au logement pour tous.

Fondée en 1916, la Confédération Nationale du Logement est une association de consommateurs agréée. Elle siège dans toutes les instances concernant le logement et la consommation.

